Décision : QCRC06-00054

Numéro de référence : Q06-01379-0

Date de la décision : Le 31 mars 2006

Objet : AUTORISATION DE CÉDER OU ALIÉNER LES VÉHICULES
LOURDS

Endroit : Québec

Date de l'audience : Le 30 mars 2006
(en visioconférence)

Présent : Gilles Savard, avocat
Commissaire

Personnes visées :

2-Q-330339-102-SI TRANSPORT WEEK N INC.
2026, rang 5
Saint-Majorique-de-Grantham (Québec)
J2B 8A9

demanderesse

R-041543-1 9152-0213 QUÉBEC INC.
1750, rue Gelase
Saint-Cyrille-de-Wendover (Québec)
J1Z 2K4

demanderesse cessionnaire

TRANSPORT WEEK N INC. (demanderesse) a présenté à la Commission des transports du Québec, le 12 février 2006, une demande visant à obtenir l'autorisation de céder des véhicules lourds.

La demanderesse est dans l'obligation d'introduire la présente demande parce que la décision QCRC05-00123 du 31 août 2005 lui a attribué une cote de sécurité conditionnelle.

L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*¹, qui se lit ainsi:

«33. Une personne inscrite à qui la Commission attribue une cote de sécurité « insatisfaisant » ou une cote de sécurité « conditionnel » ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée.

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds qui fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas.»

La Commission doit donc s'assurer que la cession ou l'aliénation de véhicules n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de soustraire la demanderesse à l'application de la loi.

La Commission est d'avis que pour exercer correctement sa compétence, elle doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier la personne, la personnalité juridique ainsi que le type d'activités de l'éventuel acquéreur de ces véhicules.

Il ressort des documents contenus au dossier et de la déclaration de la demande-resse, par le document qu'elle a fait parvenir à la Commission en date du 14 février 2006, que l'aliénation des véhicules concernés pourrait viser à contrer l'application d'une mesure administrative imposée par la Loi puisqu'il semble y avoir des liens de parenté entre les administrateurs de la demanderesse et de la demanderesse cessionnaire.

¹ L. R. Q. , chapitre P-30.3.

La Commission a donc avisé la demanderesse qu'elle entendrait sa demande de cession le 30 mars 2006 suite à l'audition d'une autre affaire la concernant pour non-respect des conditions qui lui sont imposées par la décision QCRC05-00123 du 31 août 2005. À cette audition, la demanderesse était absente et non représentée.

La preuve documentaire contenue au dossier est insuffisante pour que la Commission conclue que la cession des véhicules ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la Loi compte tenu de liens apparents entre les administrateurs de la demanderesse et de la demanderesse cessionnaire. La Commission ne peut raisonnablement accorder l'autorisation telle que demandée.

POUR CES RAISONS, la Commission:

- REJETTE la demande.

GILLES SAVARD, avocat
Commissaire

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.